

ACCORDS DE PARTENARIAT ECONOMIQUE :

Des accords commerciaux précipités sont une menace pour le développement des pays pauvres, avertit Oxfam France – Agir ici

Alors que les ministres européens du Développement se réunissent à Bruxelles ce 20 novembre pour discuter des Accords de partenariat économique (APE), Oxfam France – Agir ici rappelle que signer les « **accords cadres** » **temporaires** tels que proposés par la Commission européenne aurait des conséquences dramatiques sur les économies des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et nuirait à l'intégration régionale.

Caroline Dorémus-Mège, responsable de plaidoyer à Oxfam France – Agir ici : « Les ministres européens du Développement doivent tenir compte de la pression qui pèse sur les pays ACP : soit ils signent des accords qui vont à l'encontre de leurs intérêts, soit ils perdent l'accès à l'Union européenne pour leurs exportations. Les discussions doivent être prolongées et **les ministres devraient demander à la Commission européenne d'examiner d'autres options**, qu'il s'agisse de continuer avec les préférences actuelles (régime de Cotonou) ou de proposer une version améliorée du système des préférences généralisées (GSP+). »

A six semaines de la fin des négociations, aucune région ACP n'a signé d'Accord de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne. L'Afrique de l'Ouest a déclaré qu'elle ne signerait pas d'APE d'ici à la fin de l'année. La région Afrique de l'Est est maintenant en passe de se scinder en plusieurs sous-groupes négociant séparément, au détriment de l'intégration économique de l'ensemble de la région. La détermination de la Commission européenne à conclure ces accords, même s'il faut recourir à des **arrangements bilatéraux avec des pays ou des sous-régions**, remet en cause son engagement à appuyer les processus d'intégration économique régionale existants.

Alors que les chefs d'Etat et de gouvernements africains préparent le sommet UE-Afrique, la question des APE risque de dominer les discussions, en particulier sur le commerce, et de **porter au devant de la scène les dissensions fortes qui existent entre l'Union européenne et les pays ACP**. Le président du Sénégal rappelait la semaine passée : « On nous invite à annoncer aux populations en guise de cadeau de Nouvel An : "*Chers compatriotes, nous venons de signer avec l'Europe un nouvel accord de coopération (sic) qui supprime 35 % de nos budgets. En conséquence, nous allons supprimer des écoles, des dispensaires, des hôpitaux, des projets de routes, licencier des fonctionnaires... en attendant des compensations hypothétiques !*" C'est indéfendable. » Et d'ajouter que les relations UE-Afrique nécessitaient une nouvelle forme de partenariat.¹

Caroline Dorémus-Mège : « Le sommet UE-Afrique a pour vocation de poser les bases d'un nouveau partenariat. **La plupart des pays africains ne sont pas convaincus qu'il soit dans leur intérêt de signer les accords proposés par l'Union européenne.** Les dirigeants européens et africains devraient saisir cette opportunité pour revenir en arrière, repenser leur approche et se concentrer sur la création d'un partenariat véritablement favorable au développement. »

CONTACT PRESSE :

Aldine FURIO / afurio@oxfamfrance.org / 01 56 98 24 45 ou 06 86 92 93 30

¹ http://www.lemonde.fr/web/imprimer_element/0,40-0@2-3232,50-978808,0.html